



Syndicat National des Personnels  
de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Fédération Syndicale Unitaire



Bordeaux le 24/11/2016

L'Assemblée Générale des grévistes réunie ce jour dénonce la dégradation continue et massive des conditions de travail depuis une quinzaine d'années, toutes catégories confondues, quel que soit le lieu de travail et décline ce contexte délétère sur le territoire de la DTAN dans les points suivants :

**SERVICES DE MILIEU OUVERT :**

De façon générale, la charge de travail incombant aux services reste très lourde en raison de la superficie du territoire Aquitaine Nord et de la création de l'Inter-région Nouvelle Aquitaine. De ce fait, les déplacements sur le territoire sont importants, très longs, stressants et parfois même accidentogènes. En outre, la réduction actuelle du nombre des véhicules dans chaque structure de Milieu Ouvert oblige les professionnels à anticiper souvent sur plusieurs semaines leur emploi du temps au détriment de l'impérieuse nécessité d'adaptabilité et de souplesse inhérentes au travail éducatif mis en oeuvre en faveur des jeunes pris en charge inscrits dans un maillage partenarial.

Et que dire des missions nouvellement réinvesties : Expo 13-18, Dispositifs Relais qui ne font l'objet d'aucun moyen matériel supplémentaire en terme de déplacements.

Si tant est que l'arrivée de nouveaux collègues sur les structures permet un renforcement des équipes au profit d'une meilleure prise en charge des mineurs, force est de constater que la configuration des locaux n'est pas adaptée, comme dans les unités de Bordeaux, Cenon et Mérignac.

Quant à l'UEMO de Bergerac, celle-ci présente une surcharge d'activité depuis de nombreuses années qui nécessite la création d'un poste ETP éducateur afin d'atteindre un effectif conforme au cahier des charges des UEMO.

Les équipes éducatives sont de plus en plus accaparées par des tâches administratives exponentielles (rédaction des écrits, convocations, enregistrement de courrier, standard téléphonique) et par les nouveaux modes de communication envahissants, pas nécessairement pertinents et quoi qu'il en soit, chronophages.

Dernière nouveauté ! Faisons simple, pour tout incident technique informatique, nous devons passer par une plate-forme parisienne qui renvoie sur les DIT concernées !!!

### **EPEI PESSAC :**

Les difficultés de cette structure sont récurrentes.

En hébergement, les conditions sont telles que les arrêts maladie se succèdent sans que l'administration apporte des réponses adaptées laissant les professionnels faire face aux difficultés nombreuses, diverses et parfois insurmontables.

La situation RH actuelle interroge sur la faisabilité de la mise en place de la mission diversifiée.

A l'UEAJ, l'absence de lisibilité actuelle et à très court terme quant à ses missions et son projet pédagogique, la disparition programmées des professeurs techniques insécurisent l'ensemble de l'équipe, les services PJJ et les partenaires. Ce contexte démontre le peu d'égard de l'administration envers les jeunes pris en charge dans ce dispositif.

Quid du devenir du partenariat avec l'INSUP ? Quid du devenir de ces personnels ?

### **STATUT DES PERSONNELS :**

La mise en place de la prime au mérite (RIFSEEP) depuis le mois de janvier 2016 pour les agents administratifs, techniques et les ASS dans une totale opacité provoque questionnements et inquiétudes et entraîne l'individualisation des parcours que le SNPES interroge régulièrement concernant entre autres l'accès à la liste d'aptitude.

Le manque de visibilité sur le recrutement et la gestion des agents non titulaires ainsi que l'absence d'accompagnement sur la prise de poste (hébergement, milieu ouvert, PEAT) fragilisent les équipes et les personnels concernés.

## **SECURITE AU TRAVAIL :**

Les personnels et les jeunes sont quotidiennement confrontés aux dangers de la route liés à la situation des locaux plus particulièrement l'UEAJ BORDEAUX et l'UEMO MERIGNAC sans qu'aucune décision de sécurisation ne soit actée et mise en oeuvre !

Par ailleurs, que penser de l'absence de prise en compte par l'administration des personnes handicapées à l'UEMO de Bordeaux...

**Forte de ce constat, l'Assemblée Générale des grévistes exige, au nom des personnels, d'être ENFIN ENTENDUE dans ses revendications quant à l'amélioration des conditions de travail.**

**Si l'acronyme « RPS » servi sous toutes ses formes depuis plusieurs années est utilisé pour faire croire que l'administration se soucie des risques psycho-sociaux encourus par les personnels, tout nous prouve qu'il ne s'agit que d'un discours de façade !!!**